
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXXVII.

Du Samedi 7 Novembre 1789.

A l'ouverture de la séance, M. Hébrard a fait le rapport de la contestation survenue entre messieurs les supérieurs donnés aux députés de Quimper en Bretagne; elle a été décidée, d'après l'avis du comité, en faveur de M. de Clermont, que l'assemblée a admis à remplacer M. de Kérineuf, qui s'est retiré depuis peu.

M. le garde des sceaux a envoyé des lettres-patentes, signées & contresignées, qui sanctionnent le décret concernant les vacances des parlemens. L'on ne doit pas laisser ignorer aux personnes qui prétendent que ces cours contrarieroient volontiers les décrets de l'assemblée nationale, que la chambre des vacations du parlement de Paris, en enregistrant ce décret, le 5 de ce mois, a arrêté, que dès ce moment elle rendroit gratuitement la justice aux sujets du roi, en redoublant de zèle & d'efforts pour que le cours n'en soit pas interrompu.

Cette chambre rappelle que le parlement de Paris avoit exprimé les mêmes sentimens dans les remontrances du 7 mai 1784; ainsi les tribunaux inférieurs qui avoient eu la gloire de précéder les cours souveraines, en offrant la

Tome IV,

C

justice gratuite dans le cours de la révolution actuelle ; n'ont fait qu'exécuter, en 1789, ce que le parlement de Paris avoit pensé en 1784.

M. le duc de Bouillon qui, à raison de son échange de la principauté de Sedan, étoit exempt d'impôts, abandonne à la nation les sommes qui lui sont dues par l'état, se portant à la somme de 32 mille livres ; déclarant qu'elle surpasse le quart de ses revenus.

Une adresse de la commune de Bonetable exprime le vœu de ses habitans pour l'exécution de la motion de M. l'évêque d'Autun ; concernant les biens ecclésiastiques.

Il paroît que l'assemblée des états projetée en Dauphiné, ne réunit pas les suffrages des villes de cette province. Une adresse de la ville de Valence contient une adhésion formelle aux décrets de l'assemblée, au péril de la vie de tous ses citoyens, & une opposition à l'assemblée du Dauphiné, protestant d'avance contre tout ce qui y sera délibéré.

La séance étoit consacrée aux affaires de finance ; M. Bouche a proposé de supprimer toutes les pensions excédant une somme de 300 livres, sous quelque titre qu'elle soient données, sauf à les rétablir si les causes sont justes ; c'étoit un moyen un peu actif, à la vérité, par lequel M. Bouche vouloit parvenir à vaincre, enfin, les résistances & les lenteurs que l'on semble apporter à l'exécution du décret de l'assemblée, qui a ordonné l'impression des titres des pensions.

M. de Mirabeau insistoit pour qu'on n'eût point d'égard à cette motion, qui a été cependant ajournée.

M. d'Aiguillon a annoncé que M. Necker avoit envoyé au comité des finances un projet de banque nationale, & que ce comité n'avoit aucun travail préparé. MM. Populus & Brunet de la Tuque propoient de s'occuper des mu-

municipalités, comme étant un objet très-urgent; mais l'ordre du jour étoit pour les finances.

M. de Mirabeau, après avoir retracé les différentes circonstances qui occasionnent la disparition du numéraire, son exportation hors du royaume, l'avilissement des papiers-monnaie, les difficultés de négocier les lettres de change de Paris, & l'espèce de convulsion que cette situation occasionne à toutes les villes de commerce, a présenté une ressource à ces malheurs dans l'établissement d'une caisse nationale.

L'exécution de ce projet, disoit-il, rétablira le bon ordre, la paix & la confiance: elle assurera le paiement de la dette publique; elle séparera les fonds destinés au paiement de cette dette, des dépenses nécessaires à tout gouvernement; elle empêchera d'interventir la destination de ces fonds, & nous marcherons à grands pas vers la tranquillité générale du royaume.

M. de Mirabeau passant ensuite à l'article des subsistances, a rappelé une vieille créance de l'état, de 34 millions, sur les Etats-Unis de l'Amérique. Il a proposé de convertir une partie de ce capital & des intérêts, à l'achat de bleds & de farines dans ce continent.

« Nous avons versé notre sang sur leur sol, disoit-il, pour leur conquérir la liberté; les américains nous aideront sans doute dans notre détresse. »

Mais un troisième objet a occupé plus particulièrement l'orateur; c'est la *non-présence* des ministres du roi dans l'assemblée nationale: on sent bien que M. de Mirabeau a cité, à l'appui de sa demande, les usages d'Angleterre, qui, malgré la différence énorme des mœurs & de la constitution, sont un objet éternel des comparaisons faites par quelques-uns de nos publicistes mo-

dernes; mais comme une grande assemblée législative doit se fier un peu à sa propre raison, plutôt que de suivre la routine des exemples, l'orateur a développé tous les avantages qui devoient résulter de ce rapprochement des législateurs & des agens du pouvoir exécutif.

« Les ministres du roi, a-t-il dit, prétendent que la méfintelligence vient de ce qu'ils ne peuvent avoir une communication directe & habituelle avec nous; un pays voisin, en les admettant dans l'assemblée des communes, n'a jamais fait aucune motion pour les exclure; elle regarde leur admission comme un de ses grands privilèges; c'est un garant de leur responsabilité journalière; c'est l'exercice perpétuel d'un contrôle sur le pouvoir exécutif; tous les membres de l'assemblée peuvent les interroger; toute question est officielle. Les évasions, les équivoques sont jugées par des hommes qui peuvent provoquer des réponses directes & claires. . . . D'ailleurs, en les admettant, vous évitez les contradictions, les chocs des mécontentemens, & tous ces inconvéniens se dissipent par leur présence. . . . Ou proposeront-ils leurs doutes? Où concourront-ils mieux à l'exécution de vos décrets? Craindroit-on l'influence des ministres? Mais quand elle ne vient pas de la vertu & des talens, c'est dans la corruption qu'elle prend sa source; or, l'assemblée surveillera cet objet important. »

Après avoir réfuté dans le plus grand détail les différentes objections qui se présentent contre l'admission des ministres dans l'assemblée nationale, M. de Mirabeau a proposé trois articles.

Le premier tendoit à ce que sa majesté fût suppliée de dépêcher incessamment auprès des Etats-Unis, des personnes de confiance, d'une suffisante capacité, & comme

envoyés extraordinaires , pour réclamer au nom de la nation des secours en farine & en bled , tant en paiement des intérêts , que d'une partie des capitaux.

Le deuxième , que le comité des finances proposera , le plutôt possible , à l'assemblée , le plan d'une caisse nationale , qui sera chargée dorénavant du travail des finances relativement à la dette publique ; d'en faire & d'en diriger le paiement ; de percevoir les revenus affectés à la dette publique , & d'employer tous les moyens qui peuvent affermir le crédit & diminuer graduellement la dette.

Le troisième , que les ministres du roi seront invités à prendre voix consultative dans l'assemblée , jusqu'à ce que la constitution ait fixé les règles qui seront suivies à cet égard.

De toutes ces propositions , la première présente des secours aussi nécessaires qu'éloignés ; la seconde est portée dans tous les cahiers ; il a été présenté dans les discours du ministre des finances , & c'est un des projets auquel travaille le comité. La dernière étoit sur-tout susceptible de discussion & d'examen , dans une assemblée dont le pouvoir ministériel n'a pas toujours secondé les vues , ni fait connoître les décrets avec le zèle que les circonstances rendoient nécessaire.

M. d'Allardes a pris la parole pour proposer la formation d'un comité ; mais comme il présentait des analogies de la motion soumise aux débats , le mémoire de M. d'Allardes a été renvoyé à un autre jour.

M. du Quesnoi a proposé un amendement au troisième article , tendant à ce que les ministres , membres de l'assemblée , y eussent voix délibérative après avoir été réélus.

M. le comte de Montmorency a observé que l'assem-

blée auroit épargné des momens très-précieux & des débats très-longs, si les ministres avoient été présens.

M. Blin soutenoit une opinion contraire, en disant que la présence des ministres en Angleterre servoit à préparer l'asservissement de la nation. « personne n'ignore, disoit-il, avec quelle indécente autorité le ministre, pressé de s'expliquer, impose silence aux membres de l'assemblée, en disant que *l'intérêt de l'état* ne permet pas de s'expliquer d'avantage; je me fais fort, a-t-il ajouté, de prouver, par une grande foule d'exemples, que la présence du lord chancelier de l'Echiquier est plus dangereuse qu'utile dans le parlement d'Angleterre.

M. de Cuffine pensoit que le plan de la caisse nationale demandoit d'être réfléchi, & qu'il falloit inviter le ministre des finances à prendre voix consultative dans l'assemblée.

M. de Montlausier demandoit l'ajournement sur ce dernier objet.

« L'admission des ministres ne peut être dangereuse; elle sera utile; elle est nécessaire par les lumières que le ministre peut nous donner, disoit M. Garat le jeune; l'exclusion viendrait-elle de la crainte de la séduction? Mais cette séduction est plus redoutable hors de l'assemblée. C'est près du trône, c'est dans les cabinets qu'ils exercent une grande puissance; mais ici, ils n'auront qu'une influence moindre que chacun de nous. L'Angleterre nous offre l'exemple d'une grande corruption; mais ce sont les pensions, les places promises qui corrompent, & non la présence des ministres. Ceux qui connoissent la liberté qui régné dans les opinions contre eux, savent qu'ils sont livrés aux sarcasmes & souvent à des qualifications injurieuses ».

« Ce n'est pas l'Amérique qui a des bleds, mais les

Américains. Ce n'est point le congrès, mais ce sont les propriétaires qui peuvent les vendre; c'est au pouvoir exécutif à faire rentrer les fonds de l'état; c'est à lui de veiller aux subsistances, ainsi nous ne devons pas nous occuper de cet objet. »

« Le congrès peut agréer cette démarche de la part de la puissance européenne qui a établi sa liberté, ajoutoit M. le duc de la Rochefoucault; si dans ce moment, il ne peut rembourser en totalité la partie des intérêts & des capitaux échus, il peut en convertir une partie en grains; ils arriveront dans quatre mois, temps auquel les ressources les plus prochaines seront diminuées; j'ai appris qu'il y a un arrangement peut-être conclu avec un Américain qui est à Paris. J'adopte l'idée de la caisse nationale; c'est le vœu général; les conférences des ministres seront utiles sans doute, & je ne vois aucun inconvénient à adopter les trois propositions. »

M. le vicomte de Noailles, qui a fait la guerre d'Amérique, pensoit que l'état où elle est, ne lui permet pas de nous donner dans ce moment de grands secours, & que les bleds ne peuvent venir de ces contrées qu'après la récolte prochaine. Il regardoit l'admission des ministres comme dangereuse & capable d'introduire la corruption & d'attenter à la liberté. Il a dit que de bons esprits en Angleterre sentoient les inconvénients de cette admission. Les ministres, ajoutoit-il, ont dans la chambre des communes un parti qui leur est voué; ils distribuent les rôles à chacun & font mouvoir les membres à leur gré; je demande que le premier article soit rejeté en totalité, & le troisième ajourné.

« Le congrès a le droit de prélever des taxes, disoit M. de Clermont-Tonnerre; en ayant levé une grande partie, elle pourra acheter les bleds des propriétaires;

mais je ne crois pas que l'assemblée doive en faire un décret ; il suffira d'avertir le pouvoir exécutif. Mais le mot sacré de liberté vous a été présenté en opposition à l'admission des ministres , & sous ce rapport je dois vous présenter mes idées. Il ne faut pas regarder le pouvoir exécutif comme l'ennemi de la liberté nationale , mais il n'est ennemi que lorsqu'il sort de ses limites ; c'est à vous de les fixer ; mais quand il s'y renferme , il devient un des moyens de grandeur , de prospérité & de liberté. On peut, on doit admettre les ministres à l'assemblée avec voix consultative. La délibérative ne peut être accordée qu'à ceux qui la tiennent de leurs commettans. Nous avons été longtemps sous des ministres ineptes , qui sont le fléau le plus humiliant pour un peuple libre ; un ministre inepte sera chassé dans quatre jours ; mais avec ceux d'un grand talent , ou d'une grande vertu , il y a moins de danger , & s'ils en abusoient pour compromettre la chose publique , je pense que des talens égaux les démasqueroient bientôt. Les ministres verront désormais des hommes ; les anciens n'ont eu que des flatteurs & des secrétaires ; les brigues ne sont dangereuses que hors l'assemblée & dans le silence du cabinet ; le mal qu'on ne voit pas est plus funeste que celui qu'on aperçoit.

Si dans les gouvernemens européens , on pouvoit croire à la vertu ministérielle , le discours de M. de Clermont-Tonnerre pourroit tranquiliser les citoyens faciles ; mais les vieilles habitudes du pouvoir , le souvenir des privilèges antiques , l'esprit de corruption & d'intrigue attaché à toutes les grandes places permettent-elles d'espérer de bonne foi que les ministres ne porteront dans l'assemblée nationale que des vues pures , des motifs raisonnables & des résolutions patriotiques ? Qui oseroit se charger de cette garantie ? Il est vrai que quelques membres ne

pensoient à admettre les ministres que pour cette session seulement, sauf à régler autrement leurs places par la constitution.

C'est ce que faisoit sentir M. Chapellier, en déclarant qu'il pensoit que les ministres ne pourroient jamais avoir voix délibérative dans l'assemblée. (La communication de ce droit n'appartient en effet qu'aux provinces & aux bailliages.) « S'il est nécessaire de conférer avec les ministres, ajoutoit M. Chapellier, ces conférences doivent avoir lieu dans l'assemblée. Il y a du danger dans les conférences faites dans les comités particuliers; il vaut mieux leur faire des demandes sous les yeux du public; c'est alors que l'union & l'harmonie s'établiront mieux entre le pouvoir exécutif & nous ».

M. le duc d'Aiguillon ne voyoit que des avantages & point d'inconvénient à appeller les ministres, qui ne peuvent plus inspirer des craintes, n'ayant ni places ni pensions à accorder.

M. Anson a cherché à effacer les impressions défavorables que M. de Mirabeau pouvoit avoir fait naître sur la caisse d'escompte.

M. Regnaut pensoit que les députés élevés au ministère sont toujours membres de l'assemblée, & qu'ils avoient voix délibérative jusqu'à ce que la constitution eût prononcé sur ce point.

M. de Beaumés réfutoit cette opinion, en observant que l'absence constante de M. le garde-des-sceaux prouvoit combien peu il avoit le droit de voter à l'assemblée; mais il croyoit que les ministres devoient être admis. « Ce n'est là qu'une mesure provisoire nécessitée par des moyens urgens, disoit-il; quand on doit se concilier avec les ministres, je ne conçois pas comment on ne les appelleroit pas. Objecteroit-on leurs grandes occupations? Mais j'op-

poserais à mon tour l'exemple du plus grand & du plus jeune ministre de l'Europe. »

Il paroît bien que cette question n'étoit traitée que comme une demande provisoire, car on n'a cité aucun principe, on n'a présenté aucun motif politique capable de déterminer cette espèce de réunion des agens du pouvoir exécutif, & des membres du corps législatif; il est à présumer que cette question traitée *en constitution* sera autrement débattue, & que l'on jettera les yeux sur les dangers qui menaceroient un jour la liberté publique, si la ligne de démarcation dans le pouvoir des représentans nationaux, & les fonctions des agens ministériels, n'étoit fortement prononcée.

On a demandé d'aller aux voix; M. Brunel de la Tugue a demandé l'ajournement sur les deux premières questions; & M. le vicomte de Noailles & M. Blin, sur toutes les trois: mais de nouveaux débats se sont élevés sur ces questions d'ajournement. MM. Chapelier & Garat ont été entendus sur cet objet.

M. le prince de Broglie & M. de Montlausier ont demandé la division.

On est allé aux voix sur les divers articles, qui tous ont été ajournés au lendemain.

La ville de Besançon ayant demandé au roi la permission d'emprunter une somme pour des besoins publics & locaux, M. le garde-des-sceaux a consulté l'assemblée sur le sens de l'article XV de la constitution. Le renvoi de cette affaire a été fait au comité des finances, qui doit en rendre compte à l'assemblée.

M. de Bonnai ayant annoncé le rapport d'une affaire importante concernant les subsistances des colonies, l'assemblée a désiré que le rapport de M. la Jaqueminière

fût imprimé & distribué dans les bureaux avant le jugement.

M. de Bonnai a rapporté encore que le comité d'agriculture & de commerce avoit distingué un ouvrage de M. de Boucherche, recommandé par le district de Saint Etienne-du-Mont, & qui traitoit *des moyens d'occuper les ouvriers.*

Comme rien de ce qui touche le malheureux peuple & l'ouvrier industrieux des villes n'est étranger à l'assemblée nationale, elle a délibéré l'impression de cet ouvrage.

M. de Virieux a terminé la séance par l'annonce de dons patriotiques très-nombreux. Il paroît que le zèle pour le salut de l'état fait tous les jours de nouveaux progrès, & tout concourt à faire croire que la révolution est faite.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement a fini au cent-vingtième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros; est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous, franc de port; dans tout le royaume. Le cinquième abonnement commencera au cent-vingt-unième numéro, & finira au cent-cinquantième; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

